

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2670 - MERCREDI 27 JUILLET 2016

ÉLECTRIFICATION DE L'AXE KAKOBOLA-KIKWIT

Le tandem Matata-Makiashi à pied d'œuvre



Matata Ponyo

La mise en marche de la centrale hydroélectrique de Mwengiambumba en cours de finalisation est censée alimenter la ville de Kikwit et d'autres cités de la province du Kwilu à l'instar d'Idiofa et Gungu en énergie électrique. La présence les 20 et 21 juillet à Kakobola, secteur de Kilamba en territoire de Gungu du Premier ministre Matata Ponyo et du vice-Premier ministre, ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Willy Makiashi, était révélatrice de l'intérêt que porte l'exécutif national à ce vaste projet piloté depuis 2012 par la firme indienne Angélique International Trading.

La première phase d'alimentation en courant électrique sur l'axe Kakobola-Kikwit devrait intervenir dans six mois. Le gouvernement a mis en œuvre des mécanismes appropriés d'encadrement susceptibles d'accélérer les travaux. [Page 12](#)



Willy Makiashi

RETOMBÉES DU SCANDALE DE NAIROBI

Koffi Olomide déféré devant le parquet



La star congolaise a été interpellée dans la matinée du 26 juillet en exécution d'un mandat du procureur général de la République, qui tenait à

l'interroger au sujet du coup de pied asséné à sa danseuse à l'aéroport de Nairobi. Décrivant la scène de son arrestation, Koffi dénonce la brutalité

avec laquelle il a été traité, à la limite comme un malfrat, sans tenir compte de son statut social. « Ils ont escaladé les murs de ma maison. Ma famille est terrorisée et on me traite comme un criminel », raconte-t-il confiant avoir eu la plus grande peur de sa vie.

Alors qu'il était auditionné au parquet, le député Zacharie Bababaswe est monté au créneau pour saisir le ministère de la Justice via une plainte. Il explique sa démarche par le besoin « de réhabiliter cette pauvre danseuse face à Koffi qui a des contacts dans l'appareil judiciaire et auprès des autorités (...) ».

[Page 14](#)

JUSTICE

Le G7 fustige l'arrestation de Moïse Katumbi dès son retour en RDC



Le président en exercice du G7, Charles Mwando Nsimba, et Christophe Lutundula / photo Adiac

Dans une réaction du 25 juillet signée par son président en exercice contre l'annonce du ministre de la Justice de mettre aux arrêts Moïse Katumbi, candidat déclaré à la présidence de la République pour l'élection attendue au mois de septembre, dès son retour en RDC, le G7 a rassuré que son candidat « rentrera dans son pays et y exercera tous ses droits civiques ».

Pour cette plate-forme, en effet, les menaces et les intimidations du ministre Alexis Thambwe Mwamba ne vont jamais contraindre l'ex-gouverneur du Katanga à l'exil et lui éviter d'assumer ses ambitions politiques, étant donné que « rien, sur le plan de droit, ne peut, à ce jour, sauf acharnement de mauvaise foi sur sa personne, justifier son arrestation à son retour dans le pays ». [Page 12](#)

INTERVIEW

Caleb Djamany : « **Le problème de la radicalisation aujourd'hui est lié à un manque de repères des jeunes** »

[Page 14](#)

ÉDITORIAL

Démonstration

Impressionnante à tous égards fut la démonstration de force à laquelle s'est livrée la Chine hier, en plein coeur de sa capitale, Beijing. Impressionnante elle le fut d'autant plus qu'il ne s'agissait nullement d'une manoeuvre militaire ou d'une action diplomatique, mais d'un simple rendez-vous médiatique organisé par le Quotidien du Peuple. Jugez-en plutôt en lisant le reportage réalisé sur place que nous publions dans le présent numéro des Dépêches de Brazzaville.

Réunissant plus de deux cents journaux et agences venus d'une bonne centaine de pays répartis sur les cinq continents, le Forum sur la coopération entre grands médias a été l'occasion, pour l'ex-Empire du Milieu, de rappeler qu'il est aujourd'hui la deuxième puissance de la planète et qu'il entend bien défendre ses intérêts en tirant profit de la révolution technologique qui secoue le monde très bigarré de la presse. Troisième du genre cette rencontre visait, sous le titre très symbolique de «Forum pour la coopération sur la Route de la soie», de marquer avec force l'intérêt que les autorités chinoises portent aujourd'hui au développement de liens étroits avec la communauté médiatique mondiale.

Et tout indique qu'elles ont été entendues puisque la plupart des grandes nations y étaient représentées - à l'exception notable de la France - par des personnalités invitées d'honneur et venues des Etats-Unis, de la Russie, du Japon, de l'Inde, du Royaume Uni, du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Egypte, du Kenya, du Pakistan, de l'Espagne, du Portugal, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Allemagne, des Pays-Bas, du Canada, de la Corée du sud, des Nations unies. Une démonstration d'autant plus forte que la conférence s'est conclue par la cérémonie de lancement d'une «Coalition pour une nouvelle coopération entre médias» qui attirera certainement vers elle des centaines de journaux dans le proche avenir.

Quelle conclusion - provisoire bien sûr - faut-il tirer de cette journée ? Celle-ci qui ne sera certainement pas démentie par la suite des événements dans ce domaine stratégique entre tous : la Chine vient de franchir un nouveau pas sur la voie qui lui permettra, dans un avenir proche, de s'imposer comme la première puissance du monde. Mais, très intelligemment, elle a choisi d'utiliser l'information et la culture pour y parvenir.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Le Sénat adopte la loi portant protection des droits des travailleurs migrants



Le siège du Parlement congolais

La chambre haute du Parlement a examiné et adopté en séance plénière le 26 juillet à Brazzaville, la loi autorisant la ratification de la convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et les membres de leurs familles dans l'Etat d'emploi ou dans l'Etat de transit.

Adoptée le 18 décembre 1998 à New York par l'Assemblée générale des Nations unies, ladite convention garantit à tous les travailleurs migrants et aux membres de leur famille le droit à la vie, à la liberté de conscience et de religion, à la liberté et à la sécurité de leur personne, à la protection effective de l'Etat contre la violence, les dommages corporels, les menaces et les intimidations. Cette convention permet également aux migrants de circuler sur le territoire de l'Etat d'emploi, de transférer leurs gains et leurs économies, de bénéficier d'un traitement non moins favorable que celui dont bénéficient les nationaux en matière de rémunération, d'impôts, d'exonérations fiscales et d'autres conditions de travail et d'emploi.

Elle reconnaît aux enfants des

travailleurs migrants le droit à un nom, à l'enregistrement de leur naissance, à une nationalité et le droit fondamental d'accès à l'éducation sur la base de l'égalité de traitement avec les ressources de l'Etat en cause. Les travailleurs bénéficiant de ce statut ne peuvent ni être privés arbitrairement des biens dont ils sont propriétaires à titre individuel ou en association avec d'autres personnes, ni faire l'objet d'immixtion arbitraire ou illégale dans leur vie privée ni faire l'objet des mesures d'expulsion ou d'arrestation individuelles ou collectives encore moins d'une détention arbitraire. La convention indique aussi que les travailleurs migrants et les membres de leur famille ne peuvent être inquiétés pour leurs opinions. Ils ont donc le droit à la liberté d'expression, de rechercher, de

recevoir et de répandre les informations et les idées de toute espèce, sans considération de frontière sous une forme orale ou écrite. Il faut noter que cette convention classe les travailleurs migrants en plusieurs catégories à savoir, les frontaliers, les saisonniers, les itinérants, les indépendants et autres. Outre cette convention, le Sénat a adopté avec amendements la proposition de loi, déterminant le régime des associations et organisations non gouvernementales. Le but étant d'obéir au régime de la déclaration ou au régime de l'autorisation.

Cette proposition de loi a été initiée par le député de Tsiaki, Benoît Baty, devenu ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie numérique et de la prospective. C'est le député de Ngoko, Blaise Ambéto qui a défendu le texte au Sénat. La proposition de loi prend en compte la reconnaissance d'utilité publique des associations et prévoit les conditions d'en bénéficier.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Mauouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONGO/ITALIE

L'ambassadeur d'Italie et Henri Djombo échantent sur la sécurité alimentaire

Aider le Congo à assurer sa sécurité alimentaire a été l'un des sujets au menu de l'entrevue entre le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture, l'élevage et la pêche, Henri Djombo, et le diplomate italien, Andréa Mazzella, ce 26 juillet à Brazzaville.

« Au Congo, il y a un problème d'importation massive des produits alimentaires. Il faudra donc s'orienter vers la production interne. Avec le ministre d'Etat nous avons débattu de la manière d'atteindre la sécurité alimentaire dans les trois prochaines années », a déclaré l'ambassadeur d'Italie au Congo, Andrea Mazzella, au sortir de l'audience avec Henri Djombo. Le diplomate a d'ailleurs rappelé que la sécurité alimentaire et la diversification de l'économie figurent au nombre des principales préoccupations du Congo à



Le ministre d'Etat et l'ambassadeur d'Italie/Crédit photo Adiac

l'heure actuelle. Or, diversifier l'économie selon lui, c'est aussi créer des opportunités dans le secteur agricole, mécaniser l'agriculture et faire qu'elle soit rentable de

sorte que les exigences alimentaires du Congo soient satisfaites. « Le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, est un département très important pour ré-

aliser cet objectif », a indiqué Andréa Mazzella.

La question de la pêche a également été évoquée. Le diplomate a expliqué qu'un programme avait déjà été

élaboré à ce sujet. En septembre prochain, le ministre d'Etat, Henri Djombo, pourrait effectuer le déplacement de l'Italie pour finaliser le programme lié à ce dossier. Après l'audience, l'ambassadeur d'Italie a effectué le déplacement d'Otsende, localité du district d'Oyo dans le département de la Cuvette. Là-bas, vingt tracto-ristes-mécanistes congolais sont en formation au centre italo-congolais de la mécanisation agricole, depuis le 17 juillet en cours. La cérémonie de clôture de la formation est prévue aujourd'hui. Andrea Mazzella sera donc un témoin d'honneur, d'autant plus que la formation est organisée en partenariat entre le Congo et l'Italie et que son pays a dépêché les formateurs à Otsende par le biais de l'entreprise italienne dénommée Landini.

Rominique Nerplat Makaya

VIE ASSOCIATIVE

L'Œil neuf accueille de nouveaux adhérents

Les partis et associations réunis au sein de la Dynamique du peuple pour la rupture et le changement ont signé, le 26 juillet à Brazzaville, l'acte d'adhésion à l'association l'Œil neuf que dirige Jean Didier Elongo.

Dans son mot de circonstance, le coordonnateur national de l'Œil neuf Jean Didier Elongo a salué la décision de la Dynamique consistant à unir les forces politiques et sociales en vue de mener le combat contre les antivaleurs décriées par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, le 16 avril dernier lors de son investiture.

Jean Didier Elongo a assuré ces nouveaux adhérents de la disponibilité de son organisation de travailler de front avec les autres forces associatives militant pour une nouvelle République débarrassée de la corruption, du clientélisme, de la concussion, de l'enrichissement illicite, du trafic d'influence et autres antivaleurs.

Le coordonnateur national de l'Œil neuf se propose d'engager une campagne de sensibilisation contre les antivaleurs sur l'ensemble du territoire national. Jean Didier Elongo a, en outre, encouragé ses nouveaux partenaires à comprendre que la réalisation de grandes œuvres commence par les projets et les moyens matériels et financiers arrivent par la suite.

De son côté, le coordonnateur national de la Dynamique du peuple pour la rupture et le changement, Roger Itoua Martini s'est dit comblé par le fait que l'Œil neuf a accepté de s'associer à la Dynamique pour mener à bout le combat pour le changement de mentalité.

Selon l'orateur, la rupture devrait être effective et totale dans tous les domaines de la vie d'un pays. Par ailleurs, Roger Itoua Martini a plaidé pour que les Congolais brisent les barrières départementales et ethniques qui constituent entre autres des freins au développement. Notons que l'association Œil neuf a été créée en 2008.

Roger Ngombé

VIE DES PARTIS

Quel bilan pour le PCT, 5 ans après le VI^e congrès extraordinaire ?

Le Parti congolais du travail (PCT) a commémoré, le 25 juillet, le 5^e anniversaire de son 6^e congrès extraordinaire tenu en juillet 2011. A cette occasion, le secrétaire général, Pierre Ngolo, a établi le bilan de ce mandat qui est arrivé à terme.



Le secrétariat général du PCT lors de la cérémonie (photo adiac)

Dans son mot de circonstance, Pierre Ngolo a affirmé qu'en dépit de quelques défaillances mineurs, le PCT a accompli des avancées significatives courant ce quinquennat. Ce résultat est obtenu grâce à l'application stricte des recommandations adoptées lors du VI^e congrès extraordinaire tenu en 2011.

« Au sujet de l'évaluation sommaire, il est à noter que les cinq ans écoulés n'ont pas été de tout repos. Au cours de cette séquence de notre marche, le Comité central, développant un volontarisme notoire, affichant une habileté et une détermina-

tion frappantes, a prouvé sa capacité managériale, quelle que soit la tempête », a souligné Pierre Ngolo.

Au nombre des recommandations que le parti a réussi à mettre en œuvre, le secrétaire général a cité entre autres, la dissolution des différentes associations de jeunesse du PCT, dont le CADD-MJ, au profit de la création d'une organisation unique de jeunesse, appelée Force montante congolaise (FMC). « Si pour les femmes, le changement appelé par le Congrès s'est opéré sans accroc, la route vers l'Organisation

unique de Jeunesse était semée d'embûches. Dans ce processus, la lucidité et le courage de la direction du parti ont été mises à l'épreuve », a précisé Pierre Ngolo, qui s'est en outre félicité de l'application du principe de non cumul de fonctions. Ce qui, selon lui, a permis la gestion rationnelle et la répartition équitable des cadres aux différents postes de responsabilité.

S'agissant de la préparation des élections, a-t-il poursuivi, la direction du PCT a réussi à mettre en place un Comité national d'investiture pour renforcer la discipline dans le parti, et permettre le bon choix des candidats aux différentes échéances électorales.

C'est suite à cette décision que le PCT a réalisé des résultats satisfaisants aux élections législatives, locales et sénatoriales de 2012. De même, pour garantir la bonne marche de la démocratie dans le pays, a renchéri Pierre Ngolo, le PCT a œuvré aux côtés du gouvernement, pour la tenue des dialogues politiques d'Ewo, en 2011, Dolisie en 2013. Mais l'un des points forts relevés par Pierre Ngolo, est le fait d'avoir contribué efficacement à la tenue du dialogue de Sibiti en 2015. Celui-ci, a-t-il ajouté, a balisé la voie de la tenue du référendum constitutionnel ainsi que l'élection présidentielle de mars 2016.

Firmin Oyé

SOCIÉTÉ NATIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU

Les grands défis de l'heure

Recouvrer des factures ; fournir de l'eau en permanence ; lutter contre les faux documents, tels sont, entre autres, les défis qui attendent la Société nationale de distribution d'eau (SNDE)

Tous ces maux sont passés au peigne fin le 25 juillet au cours des séances de restitution de la participation des cadres de la SNDE au 18^e Congrès de l'Association africaine de l'eau à Nairobi au Kenya, la visite de la direction des ressources humaines à la Soneb à Cotonou et l'impact de la mauvaise distribution sur les encaissements. Après les différentes communications, les participants qui s'étaient réunis au Centre des métiers de l'eau à Brazzaville, ont eu des échanges francs sur le fonctionnement de cette société de service public.

Attirant l'attention de ses collaborateurs d'entrée de jeu, le directeur général de la SNDE, Louis Patrice Ngagnon a rappelé que l'entreprise végétait dans le faux avec l'émission de faux documents mettant en péril son fonctionnement. Il a, par exemple, regretté le fait qu'actuellement environ 17 milliards FCFA de la société se trouveraient dans les maisons des clients à cause du non-recouvrement. Pour lutter contre la fraude, notamment les branchements frauduleux, il a annoncé l'acquisition sou peu du matériel adéquat.

Interrogé par la presse à l'issue de

ces échanges qui ont duré plus de 5 heures, Louis Patrice Ngagnon, a indiqué que la SNDE est en train d'exécuter le contrat de service conclu avec l'Etat à travers son partenaire français Véolia et l'évaluation à la fin de ce contrat dans un an. « *Nous allons certainement envisager des corrections parce que c'est toujours une œuvre humaine, mais pour ce qui a été fait, la SNDE peut se satisfaire que l'Etat ait beaucoup investi dans le premier périmètre, donc celui de la production, il reste que nous confortions, consolidons le deuxième secteur concernant la distribution* », a-t-il dit.

Pour relever certains défis de l'heure, la SNDE compte sur le prêt qui lui sera octroyé par l'Agence française de développement (AFD) dont le montant est estimé à environ 65 milliards FCFA. « *C'est un projet qui va pouvoir démarrer, je crois, d'ici à 2017, après son exécution, nous pourrions avoir une vision beaucoup plus proche de l'objectif que nous nous sommes fixé* », a-t-il poursuivi.

Selon Louis Patrice Ngagnon, la SNDE est un outil qui remonte difficilement. Vieille d'âge, elle

n'a pas encore atteint l'efficacité.

« *Le premier niveau est fait, maintenant nous traversons le deuxième niveau qui est celui de la distribution avant la commercialisation. Nous avons des ressources humaines très jeunes, qui se forment, mais la qualité du service est en train de s'améliorer* », a expliqué le directeur général.

Accusée à tort ou à raison, la SNDE a souvent maille à partir avec ses clients. Dans certains quartiers de Brazzaville, par exemple, il manque de l'eau depuis près de dix mois. C'est le cas de Makabandilou où les travaux de réhabilitation de la route N°2 ont entraîné des fuites d'eau. « *Nos clients de la zone de Makabandilou ne sont plus approvisionnés depuis plusieurs mois à cause de l'environnement, nous sommes en train de réfléchir avec nos collègues du ministère des Grands travaux, au moyen d'apporter tant soit peu un soulagement, parce que cette question commence à devenir très difficile* », a-t-il promis. Se félicitant des efforts fournis ces dernières années dans la desserte en eau potable à Brazzaville, le directeur général de la SNDE a demandé aux consommateurs de participer au développement de l'entreprise à travers le paiement des factures.

Parfait Wilfried Douniama

COOPÉRATION

Les États-Unis s'imprègnent des priorités du Congo en matière de santé



Echange entre la ministre de la Santé et la délégation américaine. Crédit photo Adiac

Le sous-secrétaire d'Etat américain du département de la santé et des services sociaux, Jimmy Kolker, et l'ambassadrice des Etats-Unis, Stéphanie Sullivan, ont échangé avec la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, à Brazzaville. « *Nous avons fait le tour d'horizon dans le domaine de la santé qui est une priorité centrale de nos relations, non seulement bilatérales avec le Congo, mais aussi multilatérales avec le bureau régional qui se trouve ici. Il était question notamment des épidémies, des opérations de vaccination, le Sida, le paludisme, la tuberculose* », a déclaré Jimmy Kolker, en promettant de renforcer la coopération sanitaire.

En rappel, les Etats-Unis ont toujours honoré leurs engagements en matière de santé en République du Congo. Dans le cadre du fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, les Etats-Unis participent à hauteur d'environ 2 millions de dollars par an au Congo. Dans la période de 2015 à 2018, le gouvernement américain a promis d'investir 300.000 dollars en République du Congo pour élever la couverture vaccinale de 41 à 90%. La liste des actions sanitaires menées par les Etats-Unis au Congo n'est pas exhaustive. Ce qui est vrai, c'est qu'il y a encore des projets à réaliser dans le cadre de cette coopération sanitaire.

Rominique Nerplat Makaya

COMMUNIQUÉ

DANS LE CADRE DE LA RUPTURE ANNONCÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DE SON DISCOURS D'INVESTITURE DU 16 AVRIL 2016, LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS ET DES DOMAINES INFORME TOUS LES CITOYENS QU'ELLE A LANCÉ DEPUIS LE 1^{er} JUILLET 2016, UNE CAMPAGNE DE VULGARISATION DE LA DÉCLARATION DES REVENUS.

A CET EFFET, LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS ET DES DOMAINES MET À LA DISPOSITION DES CITOYENS LA DÉCLARATION DES REVENUS ET UN GUIDE PERMETTANT LE REMPLISSAGE DE LADITE DÉCLARATION.

CES DOCUMENTS SONT DISPONIBLES DANS LE SITE WEB www.impôts-gouv.cg ET DANS TOUS LES SERVICES DES IMPÔTS.

« Déclarer ses revenus : c'est être un bon citoyen ; c'est contribuer au développement du Congo. »

LUTTE CONTRE LES ANTIVALEURS

Lancement officiel du projet « Prévention de la radicalisation de la jeunesse » au Congo

Elaboré par le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), ce projet bénéficie d'un financement du gouvernement japonais à hauteur d'un million de dollars américains, soit plus de 500 millions FCFA

Lancé officiellement le 26 juillet à la Chambre de commerce de Brazzaville par la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, le projet de « Prévention de la radicalisation de la jeunesse du Congo, se veut être une réponse adaptée à cette problématique. Ceci à travers des mécanismes d'éducation civique, de sensibilisation des jeunes aux valeurs républicaines, de démocratie et de citoyenneté, d'insertion socioéconomique par les activités génératrices de revenus et les métiers.

Il est, en effet, structuré en deux composantes. La première concerne la formation et l'encadrement des jeunes porteurs de projets d'entrepreneuriat et/ou ayant pour vocation d'apprendre et d'exercer des métiers (cible d'au moins 400 jeunes par an, dont 30% des filles). La se-



Photo de famille après le lancement du projet ; crédit photo Adiac

conde composante est relative à la campagne de sensibilisation et d'éducation civique en faveur de la cohésion sociale et du vivre-ensemble. Il s'agit de la mise en réseaux des jeunes encadrés par des ONG spécialisées dans l'éducation et l'encadrement des jeunes, les activités culturelles, sportives et éducatives, les émissions et autres tribunes éducatives à travers les médias, les séminaires et/ou les conférences. Cette composante

cible 3000 jeunes dont 30% de filles.

Le Pnud justifie son implication par le fait que la jeunesse de la République du Congo n'est pas à l'abri des violences. Il a par exemple cité les violences urbaines de l'année 2015 ayant éclaté à la suite des matches de football (CAN), l'annulation des épreuves du baccalauréat ainsi que les révoltes des partis politiques de l'opposition contre le référendum consti-

tutionnel à Brazzaville et Pointe-Noire. « Face à la montée des extrémismes dans le monde, les jeunes qui sont exposés à la tentation de rejoindre les groupes peu recommandables qui au cœur de ces déviations aux conséquences graves méritent que l'on s'engage en leur faveur, pour les aider à se départir des voies qui les condamnent à la marginalisation et à la déperdition et à retrouver le chemin

de la citoyenneté », a précisé le représentant résident du Pnud au Congo, Antony Ohemeng Boamah par l'intermédiaire de son délégué.

Lançant le projet, la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, a rappelé que la jeunesse était au cœur du développement économique et social. Selon elle, ce projet vient à point nommé poser des bases, des mesures socio économiques pour une valeur ajoutée au développement du pays et à la consolidation de la démocratie. « Ce projet novateur, fruit du partenariat entre le Japon, le Congo et le Pnud, est une initiative qui vise à apporter rapidement et de manière décisive, un appui économique et social aux jeunes et leur responsabilisation à la vie citoyenne. Ceci en vue de prévenir les tensions sociales et la violence auxquelles se livrent malheureusement certains d'entre eux », a-t-elle indiqué.

Elle espère enfin que ce projet procurera de bons résultats et suscitera un intérêt particulier auprès des jeunes et des partenaires.

Parfait Wilfried Douniama

CIRCULATION ROUTIÈRE

Un accident grave mais pas mortel



Le bus fracassé/crédit photo Adiac

Un bus de transport en commun est entré en collision avec une voiture personnelle, à la hauteur de la patte d'oie, sur le boulevard Denis Sassou-N'Guesso. Selon les témoins (policiers et passagers), une femme au volant d'une RAV4 a forcé le passage au moment où les feux étaient au rouge. Le conducteur du bus, prioritaire sur la principale, en provenance du Marché Total, a tenté de dévier le véhicule en face pour éviter le pire. Il termine alors sa course sur l'un des poteaux de caméras de surveillance qui trônent la zone en percutant sur son passage la voiture personnelle.

Pas de morts, que des blessés, dont la conductrice de la voiture personnelle est comptée parmi les plus graves. Le conducteur du bus a, quant à lui, pris la fuite.

Etant donné que l'accident est survenu dans la matinée du dimanche 24 juillet, jour non ouvrable, il a été demandé à quelques victimes de prendre en charge leurs premiers soins. Et le lundi 25 juillet, soit le lendemain, ceux-ci avec d'autres passagers devraient se rendre au bureau central des accidents. Comme si l'accident de la matinée ne suffisait pas, le même jour aux environs de 18 heures, un autre est survenu exactement au même lieu. Là encore pas de morts, heureusement.

Rominique Nerplat Makaya

COOPÉRATION SINO-CONGOLAISE

Remise de certificats d'étude de la langue chinoise aux meilleurs apprenants

L'Institut Confucius de l'université Marien-Ngouabi a remis, le 23 juillet, des certificats d'étude de la langue chinoise aux cinq meilleurs apprenants de chaque niveau de formation

Les récipiendaires ont été déclarés admis à l'issue de la formation de neuf mois répartie en trois cycles. La remise de certificats a eu lieu lors de la cérémonie de proclamation des résultats de l'année 2016.

Le directeur de l'Institut, le professeur Yvon Pierre Ndongo Ibara, a expliqué qu'à l'issue de ces résultats, le premier groupe d'apprenants se rendra en Chine pour participer au camp d'été de l'année en cours. Le deuxième groupe partira en formation pour une durée de six mois à trois ans.

En effet, selon lui, 167 apprenants ont été inscrits dont 157 déclarés admis au test du chinois HSK et HSKK de niveaux différents, soit un pourcentage de 94,01%. Ces admissions concernent les élèves du premier au sixième niveau. « Selon la vision du quartier général de l'Institut Confucius à Beijing, les instituts Confucius doivent promouvoir la compréhension mutuelle des cultures du monde afin de favoriser les échanges humains, l'harmonie entre les hommes, l'interculturalisme et le bien-vivre ensemble ».

Les étudiants invités à s'intéresser à la langue chinoise

Le chargé d'affaires de l'Ambassade de Chine au Congo, Liu Cun Xiao a invité les étudiants à s'intéresser à la langue et à la culture chinoises. Selon



Photo de famille (crédit-adiac)

lui, la maîtrise de la langue leur permettra de faire des amis et d'aller à la recherche de l'emploi.

Rappelant l'amitié sino-congolaise et les différents accords signés entre les deux présidents, Liu Cunxiao souligne: « L'amitié entre nos deux peuples remonte de loin dans l'histoire, les échanges culturels et éducatifs jouent un rôle important pour l'intensification des relations d'amitié sino-congolaise. Ces relations sont encourageantes, avec une série d'activités culturelles et un nombre croissant annuel des étudiants et stagiaires congolais en Chine », a-t-il indiqué.

Parmi les activités réalisées, poursuit le chargé d'affaires, figure l'organisation de la présélection au Congo de la compétition internationale de

la langue chinoise initiée comme « passerelle vers le chinois » pour les étudiants et les lycéens étrangers cette année en cours. A cet effet, une étudiante congolaise représentera le

pays à la finale en Chine.

Au terme de la cérémonie, Rylch Hilaire Nguimbi apprenant de la langue chinoise depuis 2008, à l'Institut Confucius, également premier au test HSKK avec 200 points, n'a pas caché sa satisfaction « j'éprouve un sentiment de joie après un travail d'arrache-pied de me retrouver parmi les cinq premiers. Ma motivation d'apprendre la langue chinoise si difficile à l'écrit comme à l'oral, c'est la poursuite de mes études en Chine dans le domaine de l'économie durable. Après avoir satisfait à ce test je partirai plutôt pour la Chine approfondir mes études » avant d'ajouter qu'il reviendra au pays pour apporter sa pierre à l'édifice.

Lydie Gisèle Oko



ZWA AIRTEL MONEY NDEKO PO OBONGA

Airtel Money NDEKO,
le service de prêt d'argent rapide

Compose *128*2*7#



ONU

Ban Ki-moon salue l'intégration de l'OIM au système des Nations unies

Une résolution approuvant l'intégration de l'Organisation internationale des migrations (OIM) au système onusien a été approuvée le 25 juillet par l'Assemblée générale de l'ONU. Une approbation qui a conduit le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, à s'en féliciter.

Dans un communiqué le secrétaire général a dit que « dès la signature de l'accord, le 19 septembre 2016, l'OIM va devenir une organisation liée au système des Nations unies ». Il a estimé que l'approbation de l'accord par les organes directeurs des deux organisations marque une étape importante dans l'histoire des « relations étroites » entre les Nations unies et l'OIM. « Cet accord concernant nos relations formalise non seulement ce partenariat existant, mais établit également une coopération encore plus étroite entre les deux organisations », a-t-il fait remarquer.

Estimant que le thème de la migration est au cœur du

nouveau paysage politique mondial et de ses dynamiques sociales et économiques, le secrétaire général a noté que le resserrement des liens entre l'ONU et l'OIM était « plus nécessaire que jamais ». Il a souligné que cela est de tout point de vue important à mesure que les flux migratoires à l'intérieur et à travers les pays augmentent. Ban Ki-moon a souhaité que cette évolution se traduise par une réponse globale plus efficace aux défis posés par les larges mouvements de population actuels. A ce titre, il a remercié le directeur général de l'OIM, pour ses efforts afin de faire de ce nouvel accord une réalité.

Pour sa part, le directeur gé-

néral de l'OIM, William Lacy Swing a également salué l'approbation de son organisation par les Nations unies. « Nous vivons dans une période de grande tragédie et d'incertitude. Cet accord témoigne de l'engagement des États membres en faveur de migrations plus humaines et ordonnées, qui profitent à tous », a-t-il affirmé dans un communiqué. « C'est un jour historique, non seulement pour l'OIM et pour l'ONU, mais aussi pour les migrants et leurs familles à travers le monde », a ajouté William Lacy Swing, rappelant que l'OIM a travaillé en étroite collaboration avec l'ONU depuis sa fondation. Le directeur général a, en outre, relevé qu'en vertu de l'accord qui sera signé en septembre, l'ONU reconnaît l'OIM comme un « acteur incontournable dans le domaine de la mobilité

humaine ». Il a illustré son propos en citant les activités menées par l'organisation : la protection des migrants et des personnes déplacées dans les communautés touchées, la réinstallation des réfugiés et des retournés volontaires et l'intégration de la migration aux plans de développement des pays. L'accord suscité sera signé par Ban Ki-moon et William Lacy Swing lors d'un sommet organisé par les Nations unies pour les réfugiés et les migrants, au siège de l'Organisation à New York, le 19 septembre prochain. Cet événement réunira les États membres de l'ONU, notamment pour définir une approche globale plus humaine et coordonnée face aux grands mouvements de réfugiés et de migrants dans le monde.

À titre de rappel, notons que l'OIM a été créée à la

suite de la Seconde Guerre mondiale pour la réinstallation des réfugiés en provenance d'Europe. Elle célèbre cette année, notamment en décembre son 65ème anniversaire. En 2015, cette organisation intergouvernementale, forte de plus de 9.500 employés et de 450 bureaux dans le monde, avait aidé environ 20 millions de migrants.

En 1992, l'OIM avait obtenu le statut d'observateur permanent à l'Assemblée générale de l'ONU et un accord de coopération avait été signé entre les deux organisations en 1996. Reconnaisant la nécessité d'établir des relations encore plus étroites entre l'ONU et l'OIM, l'Assemblée générale avait demandé plus tôt cette année au secrétaire général de prendre des mesures pour conclure un accord à cet égard.

Nestor N'Gampoula

REVUE DE PRESSE AMÉRICAINE

En Afrique, les oiseaux et les humains constituent un groupe commun de chasseurs, *The New York Times*, 22 juillet 2016

La parole est leur lien, et ils font ce qu'ils disent - même si le « mot » d'un côté est un trille et fort grognement, et, de l'autre, les gazouillements excités d'un oiseau.

Les chercheurs savent depuis longtemps que dans certaines cultures traditionnelles en Afrique, les gens se nourrissent de miel sauvage avec l'aide d'oiseaux qui rassemblent à des pics et qui indiquent aux tribus les meilleures ruches nichées du haut des arbres.

Un retour, après avoir révélé aux personnes l'emplacement des pots de miel naturel, les oiseaux sont récompensés par la cire qui reste et qu'ils dévorent avidement. Les scientifiques ont pu montrer que les humains et leurs oiseaux (indicatoridae) communiquent entre eux par un échange extraordinaire de sons et de gestes, qui sont utilisés uniquement pour la « chasse » au miel et servent à communiquer l'enthousiasme, la confiance et l'engagement de ce business qui consiste à séparer les abeilles de leurs ruches.

Les résultats éclairent sur l'un des rares exemples connus de coopération entre les humains et les animaux sauvages vivant en liberté, un partenariat qui pourrait bien précéder l'histoire d'amour entre les gens et leurs chiens domestiqués depuis des centaines de milliers d'années. L'odeur du poulet « empêche le paludisme », selon une enquête en Ethiopie, *BBC*, 21 juillet 2016.

L'odeur d'un poulet vivant pourrait aider à protéger contre le paludisme, selon des chercheurs.

Des scientifiques éthiopiens et suédois ont découvert que les moustiques paludéens ont tendance à éviter les poulets et d'autres oiseaux. Les expériences des chercheurs, menées dans l'ouest de l'Ethiopie, sont basées sur l'introduction d'un poulet vivant dans une cage près d'un individu (volontaire) endormi sous une moustiquaire.

L'année dernière, le paludisme a tué près de 400 000 personnes en Afrique, selon l'ONU. L'infection et le taux de mortalité sont en baisse, mais les responsables de la santé poursuivent leurs recherches afin de prévenir la propagation de la maladie.

Les scientifiques, dont les recherches ont été publiées dans le *Journal of Paludism*, ont conclu que lorsque les moustiques utilisent leur odorat pour localiser un animal qu'ils peuvent piquer, l'odeur d'un poulet dégoûte les insectes. Habte Tekie de l'Université d'Addis-Abe-

ba, qui a travaillé sur cette recherche, a déclaré que les composés de l'odeur du poulet peuvent être extraits et agiraient de fait comme un agent répulsif. Des essais de terrain pour cette étape de la recherche aboutissent « à la fin » du processus d'après une déclaration faite à la *BBC*.

Des chercheurs de l'Université suédoise des sciences agricoles ont également été impliqués dans ce projet. Des composés extraits des plumes de poulet ont également été utilisés dans les expériences, ainsi que des poulets vivants. Les chercheurs ont découvert que l'utilisation du poulet et des composés ont « considérablement réduit » le nombre de moustiques trouvés dans le piège à proximité.

Les scientifiques affirment dans leurs rapports que certains moustiques développent une résistance aux insecticides, aussi de « nouvelles méthodes de contrôle » pourraient être testées et utilisées.

Un mystère archéologique au Ghana: pourquoi les sécheresses dans le passé n'ont pas causé la famine?, *NPR*, 20 juillet 2016.

Dans le quartier Banda du centre-ouest du Ghana, le mois de juillet est la saison de la famine. Le sorgho, l'igname et le millet de cette année sont encore jeunes et verts dans les champs de cultures pluviales, et pour la plupart des agriculteurs la récolte de l'année dernière est caduque depuis longtemps. Les gens survivent grâce au manioc. Ils broient les racines et font cuire une bouillie appelée tuo zaafe, ils remuent les feuilles dans la soupe. Mais ça ne suffit pas et le repas manque de protéines. Il est difficile de savoir si l'automne apportera plus de nourriture. Les pluies de Banda ont été irrégulières ces derniers temps et les récoltes rares. La région vit une sécheresse durable.

Il est facile de penser que la vie a toujours été comme ça à Banda - un quartier pauvre, essentiellement agricole, à dix heures de route d'Accra, la capitale en plein essor du Ghana. Mais, selon une archéologue de l'Université Northwestern, Amanda Logan, tout ce qui se dit est fort éloigné de la vérité, contestant l'existence d'une saison de famine dans le passé.

En fait, sa recherche montre que, avant le milieu du 19e siècle, les gens dans la région avaient habituellement de quoi se nourrir, même lors de la saison des pluies. Dans un article publié récemment dans l'*Anthropologie américaine*, Logan signale que la sécurité alimentaire à Banda a culminé il y a environ 500 ans, en plein milieu

d'une sécheresse épique. En revanche, une période de sécheresse beaucoup légère a causé dernièrement des ravages sur les régimes alimentaires locaux.

Logan a passé les huit dernières années à examiner des artefacts archéologiques - creusés par elle et par les archéologues avant elle - couvrant une période de 1000 ans, à la recherche d'indices indirects concernant à la fois la pénurie alimentaire et l'abondance. Que s'est-il passé entre les 15^{ème} et 21^{ème} siècles pour expliquer ces changements ?

Selon Logan, il y a deux éléments clés : le commerce des esclaves a siphonné l'activité de beaucoup de jeunes agriculteurs et artisans, et Banda a été incorporée dans la colonie de la Côte-d'Or Britannique à la fin des années 1800. Les Britanniques voulaient élargir la capacité du marché en introduisant leurs propres produits industriels tels que le fer et le tissu, de sorte qu'ils ont vendu leurs marchandises moins cher que la production locale. Les conclusions de Logan correspondent à ce que les économistes et les historiens ont montré, à savoir: l'insécurité alimentaire n'est pas causée simplement par la sécheresse. « Elle est causée par l'économie, le colonialisme et les moyens de production, » assure-t-elle.

Le cas Koffi Olomide: un concert en Zambie annulé, *BBC news*, 25 juillet 2016

Les organisateurs en Zambie ont annulé un concert prévu par l'un des plus grands musiciens d'Afrique, Koffi Olomide, après une dispute due à une agression préten-

due au Kenya. Les autorités kenyanes ont expulsé le chanteur de rumba congolais, samedi dernier, après des séquences vidéo où il apparaissait en train de donner un coup de pied à l'une de ses danseuses. La société Agriculture et Commerciale de Zambie a déploré l'incident et pris sa décision d'annulation du concert.

Olomide a nié l'agression, mais il a depuis présenté ses excuses pour son comportement. Sur sa page Facebook officielle dimanche, le chanteur a présenté ses excuses à ses fans, en particulier « aux femmes et aux enfants », en demandant pardon pour son geste brutal. « Je regrette profondément ce qui est arrivé ... ce fut un moment de folie, » a déclaré Olomide à la radio nationale congolaise RTNC, ainsi que sur son compte Facebook. La star a présenté ses excuses directement au peuple de la République démocratique du Congo, qui peut s'être senti « déshonoré » par son comportement.

Par Sonya Ciesnik



**FAIRE
VOYAGER
NOTRE
CUISINE**

MICK ELYSEE
CELEBRITY CHEF

#TALENTDUCONGO

CONCEPTION GRAPHIQUE : THIRTY DIRTY FINGERS | © CRÉDIT PHOTO : CHRISTOPHER SALGADINHO

GABON/ ELECTION

Mariya Gabriel nommée observatrice en chef de la mission d'observation de l'UE

La haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, a nommé madame Mariya Gabriel, membre du Parlement européen, observatrice en chef de la MOE. Cette mission vise à contribuer à la transparence du processus électoral et au respect des libertés fondamentales, indique un communiqué de l'Union européenne (UE).

« À l'invitation du gouvernement gabonais, l'Union européenne (UE) va déployer pour la première fois une Mission d'observation électorale (MOE) au Gabon afin d'observer l'élection présidentielle prévue le 27 août 2016 », précise le communiqué. La Haute Représentante des Affaires étrangères, Federica Mogherini a déclaré : « L'UE est aux côtés du Gabon dans ses efforts de consolidation de la démocratie et d'un dialogue inclusif. Il est important que tous les acteurs garantissent la tenue d'élections transparentes, inclusives, crédibles et rejettent toute forme de violence. La mise en place d'un réel dialogue entre les acteurs politiques contribuerait à l'apaisement du climat politique et permettrait d'éviter des tensions et la radicalisation ». Elle a ajouté : « Je suis

confiante que la Mission d'observation électorale de l'UE menée par la députée européenne Mariya Gabriel apportera une contribution importante au processus électoral ».

Pour Mariya Gabriel : « Cette mission exprime un engagement fort de l'UE à contribuer à un processus électoral paisible, crédible et transparent au Gabon. La région d'Afrique centrale a besoin plus que jamais d'exemples d'élections démocratiques et incontestées ». Une équipe cadre séjourne à Libreville depuis le 12 juillet. Elle sera rejointe par 22 observateurs le 27 juillet. Au total, la mission comprendra environ 60 observateurs. Le déploiement de la MOE vise à contribuer à la transparence du processus électoral et au respect des libertés fondamentales. La Mission opère en toute indépendance et de manière neutre. Son mandat est d'observer les élections afin de réaliser une évaluation détaillée, impartiale et objective de l'ensemble du processus électoral au regard des normes nationales et internationales. La MOE de l'UE collaborera avec d'autres missions d'observation internationale telle que celle de l'Union africaine.

Noël Ndong

ITALIE

Démantèlement d'un réseau de distribution de faux médicaments

Porté au niveau de préoccupation continentale de santé publique notamment par le président Denis Sassou N'Gusso, le trafic de faux médicaments est un réel fléau mondial.

Les 'Guardia di finanza', la police financière italienne, viennent de démanteler un puissant réseau de fabrication et de vente de faux médicaments aux ramifications internationales. Au cours d'un contrôle, ils sont tombés sur 30.000 fausses pilules dans des dizaines de colis prêts à l'expédition. Valises et colis postaux avaient été enregistrés à l'aéroport de Malpensa de Milan (nord) pour des destinations aussi variées que le Brésil, la République dominicaine ou le Nigéria. Brésil et Nigéria sont, on le sait, de véritables plateformes de redistribution dans leurs sous-régions.

C'est d'ailleurs l'arrestation, il y a quelques jours, d'un couple de Nigériens établis de longue date à Milan qui avait éveillé les soupçons des enquêteurs et conduit à des recherches plus poussées dans les entrepôts de la douane. Les deux Nigériens portaient dans leurs bagages plus de 600 confections de fausse hydroquinone, substance utilisée, quand elle est conforme aux indications des laboratoires et

des médecins, à éclaircir la peau mais qui reste totalement interdite de vente sur tout le territoire de l'Union européenne.

En suivant cette piste, d'autres découvertes ont été faites, mettant à jour de vastes quantités de fausses pilules, faux comprimés (surtout destinés prétendument à améliorer la santé masculine) et autres fausses lotions aux noms familiers mais aux formules bidon. Ils étaient entreposés dans l'aire cargo de l'aéroport milanais prêts à être expédiés. Chaque saisie confirme le caractère de plus en plus international du trafic des faux médicaments ou du trafic illégal des médicaments. Il y a quelques heures, le Dr Boniface Okouya de l'Intersyndicale des pharmaciens d'Afrique et président du Syndicat national des pharmaciens du Congo se louait sur ces colonnes de l'initiative prise par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, pour une lutte accrue contre les faux médicaments.

« Le Congo est un pays de transit par lequel passent beau-

coup de substances chimiques et pharmaceutiques. Le laboratoire de contrôle de la qualité des médicaments travaille en synergie avec les pays frontaliers qui sont de grands consommateurs et pourvoyeurs de ces faux médicaments ». Il disait apprécier que le président se soit saisi du problème : « Nous saluons cette initiative du président de la République Denis Sassou N'Gusso que nous espérons arriver jusqu'au bout afin de nous permettre de dispenser aux patients des médicaments fiables et de bonne qualité ».

Dans de nombreux autres pays du continent, la campagne contre les médicaments contrefaits est lancée et gagne en puissance. Au Sénégal, par exemple, le ministère de la Santé vient de réunir en un atelier, à Dakar, les leaders musulmans et leaders chrétiens pour que les religions s'impliquent. Le ministère a estimé que les imams, les prêtres et les pasteurs représentaient des canaux privilégiés pour faire passer dans l'opinion le message selon lequel « le médicament de la rue peut tuer ».

Lucien Mpama



HUAWEI

SMARTPHONE HUAWEI Y221

- * Technologie 3G : Oui
- * Ecran : 3,5"
- * Dual SIM : Oui
- * Système : Android 4.4
- * Garantie : 1 an

47.500
FCFA HT



BUROTOP IRIS

TABLETTE HUAWEI 3G T1

- * Ecran : 7 "
- * Epaisseur : 8,5 mm
- * Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- * Mémoire RAM : 1GB
- * Mémoire : 8GB extensible
- * Caméras : avant et arrière
- * Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0

99.000
FCFA HT



4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

ITALIE

Sur la plage, des cadavres...

A Sabrata samedi, des libyens ont eu droit à un spectacle devenu ordinaire de part et d'autre de la Méditerranée : 41 cadavres de noyés africains.

La nouvelle ne fait plus rarement la Une des journaux tant le spectacle de cadavres de noyés africains, rejetés par la mer, est devenue banale. Tantôt c'est en Espagne, tantôt en Italie, mais cette fois c'est sur la côte libyenne de Sabrata que 41 corps de noyés « probablement africains » ont été ramassés. « Un groupe de bénévoles a récupéré samedi les corps de 41 migrants qui se sont noyés avant d'échouer sur la plage » a indiqué un responsable du bureau de presse du conseil local de la ville. Les corps auraient été conduits au centre local de médecine légale « pour des prélèvements d'ADN » ; ils seront ensuite enregistrés puis inhumés. « Nous pensons que ces personnes se sont noyées, il y a cinq ou six jours », a estimé une source locale. Sabrata se situe à 70 Km à l'ouest de la Libye. Le conseil local de Sabrata a récemment formé une équipe de bénévoles pour récupérer les cadavres de migrants qui échouent sur les plages et a demandé aux habitants de signaler la présence d'éventuels corps sur les côtes.

Le spectacle est devenu courant, ce qui change parfois c'est le nombre. Depuis 2014, plus de 10.000 migrants sont morts ou portés disparus en tentant de gagner l'Europe par la mer, pour la plupart en Méditerranée centrale, d'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). « Nous retrouvons d'habitude un ou deux corps mais 41 en un jour, c'est exceptionnel », a-t-on affirmé à Sabrata.

Des embarcations bondées et vétustes avec à leur bord plusieurs centaines de migrants, généralement originaires d'Afrique subsaharienne, chavirent au large de la Libye et certains corps échouent sur les plages de l'ouest du pays, à 300 kilomètres seulement des côtes italiennes. L'Italie a juste fini de récupérer quelques 700 corps de noyés, restés prisonniers de leur chalutier qui avait coulé en avril dernier. Malgré l'ampleur et la répétition des drames, les migrants continuent de tenter la traversée pour gagner l'Europe.

Lucien Mpama



Wildlife Conservation Society Programme Congo (WCS-Congo)

B.P. 14537
Brazzaville, République du Congo
Téléphone : 242 05 747 21 21
Email: [wsccongo Brazza@wcs.org](mailto:wcscongo Brazza@wcs.org)

International Programs
2300 Southern Blvd
Bronx, NY 10460
Tel : 718-220-1387

AVIS DE RECRUTEMENT

Poste : Responsable des Ressources Humaines

Basé : à Brazzaville

Dans le cadre des activités de **WCS programme Congo**, nous cherchons un/une Responsable des Ressources Humaines. Il/elle sera sous l'autorité et la supervision du Directeur Administratif et Financier et travaillera en étroite collaboration avec l'ensemble du personnel du projet.

Il/elle aura les principales responsabilités suivantes :

- Assurer l'établissement des contrats des employés et des prestataires
- Préparer les lettres administratives nécessaires au fonctionnement du WCS Program
- Préparer les salaires et les déclarations de la CNSS et de l'IRPP
- Assurer la gestion des dossiers des contrats et leur classement
- Préparer les états de paie mensuels
- Autres (Pour les termes de référence détaillés, veuillez consulter le tableau d'affichage au bureau de WCS Brazzaville -151 Avenue General De Gaulle -Plateau ville)

Compétences requises :

- Capacité de réaliser des tâches de base liées à la gestion des Ressources Humaines telles que : la recherche d'informations, le traitement des tâches à temps, le classement, la mise à disposition d'informations. Démontrer de bonnes capacités de communication écrite et orale
- Bonne connaissance des lois et codes de travail de la République du Congo
- Bonne connaissance en informatique (traitement de texte, tableurs)
- Etre attentif au résultat final et répondre positivement aux critiques
- Travailler de manière dynamique et constructive
- Démontrer de bonnes capacités d'organisation

Profil requis :

- Avoir un diplôme universitaire au moins BAC+4 en droit privé ou droit public
- Avoir une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine juridique ou de la gestion des Ressources Humaines
- Excellente maîtrise du français et bonne connaissance d'anglais

Veuillez envoyer votre Curriculum vitae avec une lettre de motivation à l'adresse suivante : Mr. Le Directeur Administratif et Financier - Wildlife Conservation Society (WCS) 151 Avenue General de Gaulle -Plateau Ville - Brazzaville B.P.14537, ou à l'adresse e-mail : wsccongo Brazza@wcs.org au plus tard le 05 Aout 2016. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés à passer le test d'évaluation.

Le candidat retenu à ce poste doit fournir les compléments de dossier ci-après : copie de ses diplômes, casier judiciaire bulletin N#3 et acte de naissance.

Fait à Brazzaville, le 26 Juillet 2016



REMERCIEMENTS

L'Ambassade de France au Congo remercie tous ceux, officiels comme particuliers, venus témoigner de leur émotion, de leur sympathie et de leur solidarité après l'attentat terroriste survenu à Nice ce 14 juillet.

NÉCROLOGIE

Les enfants Fylla Saint-Eudes et Beau Saccot (Mfumu, Patricia Yoka, Nicéphore Fylla Saint-Eudes, Katy Nianga, Amina Cissé, Eugénie Fylla Saint-Eudes née Makoma) et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances, le décès de leur frère Nono Rocque Fylla Saint-Eudes, colonel des Douanes, décès survenu le mardi 19 juillet 2016 à l'hôpital de Loandjili à Pointe-Noire, des suites d'une maladie.



La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis 109, rue Bacongo, Poto-Poto. L'inhumation a eu lieu le mardi 26 juillet 2016 au cimetière privé Bouka.

VATICAN

Le pape condamne le meurtre barbare d'un prêtre en France

Le Souverain pontife a aussitôt réagi à l'assassinat du vieux curé d'une paroisse de Rouen après une prise d'otages.

Les violences et les attentats ne semblent plus s'arrêter désormais, se jouant des frontières et des appels à la tolérance. Il y a deux semaines c'était à Nice, en France, puis en Allemagne avec quatre attaques, dont certaines islamistes, en moins d'une semaine. Mardi, la France est de nouveau revenue à l'ère des appréhensions après la prise d'otage opérée par deux hommes armés à la paroisse catholique de Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen. Les deux preneurs d'otages ont été abattus, mais le vieux curé de la paroisse, le père Jacques Hamel, 86 ans, est mort lui aussi malheureusement. L'attaque a aussi fait des blessés, dont certains luttant entre la vie et la mort.

Le Vatican a aussitôt réagi à cet énième acte de violence qui cible un édifice de culte. Le porte-parole du pape, le Père Federico Lombardi a indiqué que celui-ci était tenu informé. « C'est une nouvelle terrible qui s'ajoute malheureusement à une série de violences qui ont déjà frappé ces jours-ci, créant une immense douleur et de la préoccupation. Le pape est informé ; il participe à la douleur et à l'horreur de cette violence absurde. Il condamne radicalement toute forme de haine et appelle à la prière pour les personnes touchées », a fait savoir le père Lombardi.

Impossible de ne pas faire le lien avec cette attaque soudaine en France et le voyage qu'entreprend ce mercredi le pape François qui va en Pologne pour présider les 31^e Journées mondiales de la jeunesse à Cracovie. Les autorités polonaises assurent que les mesures de sécurité ont été renforcées et que rien n'est laissé au hasard. Hier, elles ont même annoncé l'arrestation d'un homme d'origine irakienne qui était en possession de pièces de matériels explosifs.

Le père Lombardi a marqué l'indignation du Souverain pontife à propos de l'attaque en France. « Nous sommes particulièrement frappés parce que cette violence horrible est survenue dans une église, un lieu sacré où s'annonce l'amour de Dieu (mais où s'est perpétré) l'assassinat d'un prêtre devant des fidèles. Nous sommes proches de l'Eglise de France, de l'archidiocèse de Rouen, de la communauté frappée et de tout le peuple français », a dit le porte-parole du Saint-Siège.

Lucien Mpama

Djoson philosophe
The winner, O vencedor, el caliente
& SUPER NKOLO MBOKA

En spectacle SHOW acoustique tous les samedis
à partir de 16h00 au Resto-bar MASSALA
25 bis rue HAOUSSAS Rond point Poto-poto

+242 06 948 19 26 | djosonphilosophe3@gmail.com | Djason philosophe | Djason philosophe

COOPÉRATION CULTURELLE

L'île de Gorée bientôt jumelée à Loango

Le récent entretien entre le ministre de la Culture et des arts, Leonidas Carel Mottom Mamoni et l'ambassadeur du Sénégal en République du Congo, madame Batoura Kane Niang a porté entre autres sur le jumelage de l'île de Gorée au Sénégal à la localité congolaise de Loango.



L'ambassadeur du Sénégal au Congo et le ministre de la Culture et des arts

L'île de Gorée et la localité de Loango ont joué le même rôle dans l'histoire de la Traite négrière en Afrique, ont constaté les deux interlocuteurs, avant de faire le tour d'horizon des questions liées au projet d'accord de coopération culturelle entre le Sénégal et le Congo. Ils ont notamment discuté de la participation du Sénégal au Festival panafricain de musique (Fespam), de la participation du Congo dans l'érection des musées de la civilisation des cultures noires au Sénégal.

« Nous partageons la même vision sur toutes ces questions

liées à la coopération culturelle. Nous mesurons toute l'importance et tout l'intérêt qu'il y a à renforcer la coopération entre le Sénégal et le Congo sur le domaine culturel. Dans le cadre des échanges d'expérience entre les deux pays, nous avons largement échangé sur les ques-

tions auxquelles nous devons partager nos expériences », a déclaré la diplomate Sénégalaise à sa sortie d'audience, insistant notamment sur les sites et monuments historiques du Sénégal et du Congo.

Les deux personnalités ont aussi abordé la question du partage d'expérience, de la formation, des échanges d'objets culturels sur ce qui traduit l'histoire commune des deux pays, éventuellement les échanges d'expérience sur la réécriture de l'histoire de l'Afrique.

« Nous au Sénégal, la culture

a été un instrument d'unification nationale de notre peuple. Dans toutes ces questions, nous avons partagé nos réflexions. Le ministre de la Culture est très engagé à pousser le plus loin possible cette coopération. Je crois que très prochainement, nous effectuerons une visite sur Loango, histoire de mettre en œuvre très rapidement ce projet de coopération culturelle entre Gorée et Loango », a ajouté Batoura Kane Niang qui s'est souvenue du sergent Sénégalais Malamine, personne emblématique qui est le point de départ de l'unité des deux peuples.

Le ministre de la Culture et des arts a ensuite reçu l'ambassadeur de l'Angola en République du Congo, Pedro Fernando Mavunza dont le pays entretient avec le Congo, une coopération historique dans les domaines politique, culturel et scientifique.

Pour le diplomate angolais, il faut travailler à redynamiser cette coopération. Parce que, dit-il, la science est en train de se développer, il en est de même pour la culture et l'art. « Je suis très satisfait de cette rencontre avec le ministre de la culture et des arts. Pour que nous puissions développer notre coopération, il faut qu'il y ait souvent des échanges entre les deux pays », a déclaré Pedro Fernando Mavunza.

Bruno Okokana

VIE ASSOCIATIVE

Les bibliothécaires, archivistes, documentalistes et muséologues du Congo créent une plate-forme

C'est au cours de l'assemblée générale constitutive tenue le 22 juillet 2016 dans la salle de presse du ministère de la Culture et des arts, que les professionnels de ces métiers ont pris l'engagement de se réunir au sein d'une plate-forme dénommée Association des bibliothécaires, archivistes, documentalistes et muséologues du Congo (Abadmuco).

Cette assemblée générale fait suite aux recommandations des deux ateliers régionaux des professionnels des pays francophones tenus à Yaoundé au Cameroun du 2 au 5 mai 2015 et du 23 au 25 mai 2016, qui sollicitaient de mettre en place une association regroupant l'ensemble des professionnels de ces corps de métiers. Cette plate-forme d'échanges et de partage d'expérience a pour but de renforcer la synergie entre ces métiers et de faire des bibliothèques, des archives et des musées de véritables leviers de développement au Congo.

Au cours de cette assemblée consacrée à l'examen des textes fondamentaux notam-



Photo de famille à l'issue de l'assemblée générale (DR)

ment les statuts et le règlement intérieur, les participants ont adopté avec amendements ces textes et procédé à l'élection d'un bureau exécutif et d'un conseil national. C'est ainsi que Bernard Akondzo a été élu président du bureau exécutif de l'Abadmuco, suivi de Brice Isinove Owabira comme secrétaire général et de Nicole Matsanga Bambi comme trésorière. Le commissariat aux comptes est présidé par Eugene Loubou avec pour adjoint

Guenkot. A l'issue de cette assemblée générale, le président élu a exhorté les participants à œuvrer pour que chacun joue sa partition quant à l'exécution des missions qui leur sont assignées.

Signalons que cette assemblée générale s'est déroulée en présence du représentant de la Fédération internationale des associations des bibliothécaires (Aflia), monsieur Alim Garga.

B.Ok.

JUSTICE

Le G7 fustige l'arrestation de Moïse Katumbi dès son retour en RDC

Pour cette plate-forme les menaces et les intimidations du ministre de la Justice ne vont jamais contraindre l'ex-gouverneur du Katanga à l'exil et lui éviter d'assumer ses ambitions politiques, étant donné que « rien, sur le plan de droit, ne peut, à ce jour, sauf acharnement de mauvaise foi sur sa personne, justifier son arrestation à son retour dans le pays ».

Dans une réaction du 25 juillet signée par son président en exercice, l'honorable Charles Mwando Nsimba, contre l'annonce du ministre de la Justice, de mettre aux arrêts le candidat déclaré à la présidence de la République pour l'élection attendue au mois de septembre, Moïse Katumbi, dès son retour en RDC, le G7 a rassuré que son candidat déclaré à la présidence de la République « rentrera dans son pays et y exercera tous ses droits civiques », malgré les menaces et les intimidations. Le G7 dit, par ailleurs, se poser légitimement la question sur « la compétence d'un ministre de la Justice en la matière, d'autant plus qu'il n'est compté nulle part dans les rangs des services d'exécution des décisions judiciaires » et fustige cette attitude du ministre Thambwe Muamba, « qui frise, si pas l'incompétence ou la légèreté avec laquelle la justice de notre



Le président en exercice du G7, Charles Mwando Nsimba, et Christophe Lutundula. / photo Adiac

pays est gérée, son ignorance inavouée des règles du droit positif congolais ».

Un jugement frappé d'opposition

Cette plate-forme rappelle, en effet, au ministre de la Justice la note circulaire du 5 décembre 2005 relative à l'exécution abusive de la mesure d'arrestation

immédiate dans laquelle in tempore non suspecto, le détenteur de l'action publique a instruit les exécutants des décisions judiciaires de ne plus exécuter les mesures d'arrestation immédiates ordonnées par des jugements par défaut frappés d'opposition. « Rien, sur le plan de droit ne peut, à ce jour, sauf acharnement de mauvaise foi sur la per-

sonne de Moïse Katumbi, justifier son arrestation à son retour dans le pays », a souligné le G7, qui rappelle que le jugement décrié a été rendu par défaut et se trouve frappé d'opposition.

Le G7 a également profité de cette occasion pour saluer le courage des jeunes du mouvement Lucha, « qui ont refusé de bénéficier d'une mesure de grâce

présidentielle qui couvrirait d'un voile pudique une justice télécommandée au préjudice de leurs droits fondamentaux ». « Ne dit-on pas que vaut mieux souffrir dans la dignité plutôt que de vivre dans la honte et le mépris de soi ? », s'est demandé ce regroupement politique.

Katumbi au congrès des démocrates aux USA

De l'autre côté, le député de l'opposition, président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP) et premier vice-président de l'Alternance pour la République, Franck Diongo, a confirmé, lors de son point de presse tenu le 25 juillet au siège de son parti, que Moïse Katumbi reviendra à Kinshasa mais pas comme attendu par l'opinion, dans le même avion qui conduira Étienne Tshisekedi en RDC, le 27 juillet. À l'en croire, le candidat déclaré à la présidence de la République représente le Rassemblement au congrès des démocrates qui se tient aux USA. « Moïse Katumbi ne viendra pas avec le président Étienne Tshisekedi parce que le calendrier ne lui permet pas d'être à la fois aux USA et à Kinshasa », a expliqué le président du MLP, qui a noté que dès que cette mission sera terminée, l'ex-gouverneur du Katanga retournera en RDC.

Lucien Dianzenza

ÉLECTRIFICATION DE L'AXE KAKOBOLA-KIKWIT

Le tandem Matata-Makiashi à pied d'œuvre

La mise en marche de la centrale hydroélectrique de Mwengiambumba en cours de finalisation est censée alimenter la ville de Kikwit et d'autres cités de la province du Kwilu à l'instar d'Idiofa et Gungu en énergie électrique.

Une effervescence particulière a régné, le 20 juillet, dans la cité de Gungu (province du Kwilu) qui a accueilli un hôte de marque en la personne du vice-Premier ministre, ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale. Retour aux sources pour ce digne fils du terroir qui a saisi l'opportunité pour redynamiser la base du Parti lumumbiste unifié (Palu) tout en communiant avec les siens après une absence prolongée due à ses nombreuses charges. La motivation essentielle de cette itinérance était de sensibiliser la population locale en rapport avec la perspective du lancement de la Centrale hydroélectrique de Mwengiambumba aux fins de son adhésion au projet.

Dès son arrivée dans la contrée, le Pr Willy Makiashi s'est immédiatement mis au travail en échangeant avec toutes les couches sociales, allant des autorités traditionnelles aux différentes notabilités en passant par les femmes maraîchères, les étudiants, les élèves, les enseignants et autres.



Matata Ponyo

Dans ses différents échanges, le discours était quasi le même et s'est essentiellement cristallisé autour de l'intérêt social du projet qui va procurer à la population de Kwilu de nombreux emplois directs et indirects. Le Pr Willy Makiashi a été rejoint sur le lieu le lendemain par le Premier ministre Matata Ponyo qu'accompagnaient le ministre de l'Énergie et Ressources hydrauliques et d'autres officiels.

La présence de ces différentes autorités à Kakobola, secteur de Kilamba, en territoire de Gungu (province du Kwilu) était révélatrice de l'intérêt que porte le gouvernement au projet d'érection de la centrale hydroélectrique de Mwengiambumba piloté depuis

2012 par la firme indienne Angélique International Trading. Le lancement de la première phase d'alimentation en courant électrique sur l'axe Kakobola-Kikwit devrait intervenir dans six mois, a laissé entendre le Premier ministre tout en rassurant sur la volonté du gouvernement à conduire le projet jusqu'à son aboutissement. Pour ce faire, l'exécutif national a élaboré et mis en œuvre des mécanismes appropriés d'encadrement susceptibles d'accélérer les travaux.

Un véritable triomphe

La descente du Pr Willy Makiashi, dans son fief de Gungu, a donné lieu à une liesse populaire. L'accueil délirant qui lui a été réservé était à la dimension de son enracinement populaire dans une contrée où il a laissé de nombreuses empreintes. Gungu et ses alentours s'étaient mobilisés comme jamais. « Pingwa Yetu » (notre guide en langue locale) ainsi que l'appellent affectueusement ses nombreux partisans était, pour ainsi dire, au pinacle de sa popularité. Personne ne voulait rater l'évènement. Dès qu'il a mis pied à terre, il a eu droit à un bain de foule sans précédent provoquant autour de sa personne un engouement et une hystérie à la limite du délire.

La marée humaine drainée par ce



Willy Makiashi

membre du gouvernement était un véritable camouflet administré aux mauvaises langues qui devraient assurément se raviser face à cette démonstration de popularité. Aux yeux de ceux qui l'ont élu massivement aux législatives de 2011, le Pr Willy Makiashi passe pour l'homme providentiel, celui-là même qui défend les intérêts du Kwilu au niveau institutionnel en préservant les acquis démocratiques et la cause des nationalistes au pouvoir depuis 2006.

Après un long carnaval allant du pont Kwilu à la résidence de l'administrateur du territoire qui était le point de chute, le vice-Premier ministre s'est exprimé devant une foule immense composée

des cadres et des militants du Palu, mais aussi des membres des partis politiques alliés de la mouvance présidentielle, en présence des députés nationaux et sénateurs originaires de la contrée, de l'administrateur du territoire de Gungu, du président de l'Assemblée provinciale et d'autres personnalités de haut rang.

Après avoir éclairé la lanterne de l'assistance sur le projet d'électrification de Gungu et ses environs, le vice-Premier ministre s'est longuement attardé sur les enjeux politiques actuels appelant au passage la population à soutenir les efforts de modernisation du pays entrepris par le chef de l'État, Joseph Kabila Kabange, et matérialisés par le Premier ministre Matata Ponyo.

Quitte à la population de s'y impliquer en se réunissant autour du dialogue en vue de regarder dans la même direction, l'objectif étant d'impulser une dynamique pacifiste au pays avec, à la clé, l'organisation des élections paisibles, gage du développement et de la paix sociale.

Enfin, le Pr Willy Makiashi a invité la population à participer massivement aux prochaines opérations d'enrôlement censées débayer le terrain en prévision des élections générales attendues au pays.

Alain Diasso

SECTEUR BANCAIRE

L'Afrique met à mal la suprématie asiatique et européenne

L'arrivée massive des banques professionnelles africaines en RDC remonte au sortir de la guerre civile. Elles constituent même la dernière vague importante dans ce secteur qui a connu une profonde mutation. Selon les informations en notre possession, Equity Bank, une banque commerciale kenyane, a intégré la RDC dans son planning d'expansion en Afrique d'ici à 2020. Au total, elle projette de s'installer durablement dans dix pays de la région.

En dépit d'un ralentissement de l'activité économique, la RDC continue de garder un secteur bancaire plutôt dynamique. Comme l'expliquent les analystes, il y a plus de 40 millions de Congolais à bancariser, en plus des 13 millions de comptes déjà ouverts. Avec la saturation du marché formel, les banques du pays se livrent actuellement à une lutte acharnée pour conquérir une nouvelle clientèle parmi les couches les plus modestes du pays. Une démarche loin d'être simple en raison des limitations du marché du fait de la faible ca-

pacité à y collecter de l'épargne. C'est dans ce contexte qu'Equity Group a dévoilé ses ambitions sur le long terme pour la RDC, après y avoir fait une entrée fracassante en rachetant la Procrédit Bank. Selon des sources bien informées, Equity Group a prévu également de mettre en œuvre une technologie de pointe pour arriver à offrir un service plus facile et efficace. À ce stade, environ 10 des 18 banques opérationnelles en RDC viennent des pays africains. Parmi celles-ci, il faut citer, notamment, Eco Bank, Afriland first Bank, Bank of africa, United

for Africa, Equity bank, Access Bank, BGFI Bank, Fi Bank, Standard Bank et FBN Bank DRC.

Certes, le marché reste verrouillé par les banques traditionnelles qui ont réussi à percer après le départ des banques internationales, occupant ainsi plus de 70 % du marché bancaire. Il s'agit principalement de quatre banques appartenant à des groupes d'origines asiatique et européenne qui doivent se réinventer à présent pour faire face à la concurrence africaine et profiter de fortes marges de progression. Et les opportunités restent nombreuses. Misant sur la décentralisation qui a fait passer le nombre de provinces de 11 à 26, les nouvelles entités représentent des cibles potentielles pour l'absence d'un système financier approprié.

Laurent Essolomwa

SYNDICAT DES FOOTBALLEURS

Satisfecit de l'UFC après le tournoi FIfpro en Afrique du Sud

L'Union des footballeurs congolais (UFC) a présenté une sélection des joueurs libres au tournoi organisé par la Fifpro en Afrique du Sud et remporté par les joueurs libres de ce pays.

L'Afrique du Sud a remporté la première édition du Tournoi des joueurs libres de la Fifpro-Afrique. La compétition s'est déroulée du 15 au 16 juillet à Dobsonville au Soweto stadium en Afrique du

tenir leur forme et de décrocher d'autres contrats après la visibilité que leur offre le tournoi.

Les joueurs libres de la RDC ont été conduits par Jean-Claude Mukanya, co-président de l'Union des footballeurs congolais (UFC), et le chef de la délégation RD-congolaise. On a noté aussi la présence de Bate-Sele Kamango de l'UFC dans la délégation. Malgré les deux défaites, le staff de l'Union des footballeurs congolais qui est membre

déroulement de la compétition. *Chapeau bas à la Fifpro et le syndicat sud-africain (Safp) dans la mesure où, malgré la quatrième place occupée à l'issue du tournoi, nous ne sommes pas rentrés bredouilles*, a pour sa part souligné Popol Muamba. Et Marc Bondele a signifié : « C'est un moment opportun devant permettre aux joueurs libres de trouver de l'emploi après un moment de chômage. Nous ne



Les joueurs libres au tournoi de la Fifpro en Afrique du Sud

Sud. Les joueurs libres d'Afrique du Sud ont battu aux tirs au but (5-4) ceux de Botswana après un score d'un but partout à la fin du temps réglementaire.

La RDC a été battue (1-4) par l'Afrique du Sud en première sortie avant de courber à nouveau l'échine devant le Botswana (0-4) en petite finale. Quatre pays ont donc pris part à ce tournoi des joueurs sans clubs organisé par la division Afrique de la Fédération internationale des associations de footballeurs professionnels (Fifpro) et le Syndicat des footballeurs sud-africains (Safp). Cette édition pilote du tournoi a été organisée afin de permettre aux joueurs sans contrat de main-

effectif de la Fifpro a exprimé sa satisfaction à l'issue du tournoi. C'est le cas de Joe Mutamba Kabongo, coach adjoint de l'équipe, qui a fait savoir que c'est une bonne expérience pour les joueurs libres du continent. « Malgré les deux défaites sur deux matches, notre sélection n'a jamais été ridicule bien au contraire. Mais le manque de condition physique a souvent eu raison de l'équipe. Le positif de ce tournoi a été la magnifique ambiance qui règne depuis le début dans le groupe et, surtout, l'esprit combatif que tout le monde a affiché à chaque rencontre », a-t-il dit. « J'ai apprécié le fair-play durant le

pouvons que remercier la Fifpro qui ne ménage aucun effort pour l'intérêt des footballeurs ».

Les seize joueurs RD-congolais présents à cette première tournée en Afrique du Sud sont Fabrice Malanda Balayi, Junior Masaya Lokango, Francis Efolote, Popol Mwamba Mulamba, Rodi Mvuzi Kapanda, Ramazani Bedi Mutoro, Fabrice Nzuzi Mampuya, Guicha Bofando Lomboto, Nono Kiala Makengo, Marius Benimi Lelo, Marc Bondele Efanja, Mara Babonso Bana, Cédric Mola Ngufu, Tychique Ngasu Puma, Tito Kabongo Banguna et Hervé Tambwe Kasongo.

Martin Enyimo

FORMATION

Les médecins inspecteurs provinciaux en atelier sur la réforme de la santé

Après la mise en place de 26 divisions provinciales de la santé (DPS) et la nomination des animateurs de ces divisions provinciales dans le cadre de la réforme du secteur de la santé, il est temps que les 26 médecins inspecteurs provinciaux (MIP) s'imprègnent non seulement de la réforme de la santé mais aussi de ce que le ministère de la Santé publique attend d'eux comme travail sur le terrain pour le bon fonctionnement des divisions provinciales de la santé.

C'est dans ce cadre que le ministère de la Santé publique organise, durant trois jours, du 26 au 28 juillet au centre catholique Caritas un atelier de briefing pour les 26 médecins inspecteurs provinciaux. Au cours de cet atelier, les MIP vont devoir échanger avec l'administration centrale sur la vision, les principes et les modalités pratiques des inspections provinciales de la santé (IPS) selon l'esprit de la réforme ; réfléchir sur les besoins, les conditions nécessaires ainsi que les différentes étapes à franchir pour doter les IPS du personnel requis et le renforcement de leurs capacités et échanger sur les mesures d'encadrement et les directives régissant les relations entre les IPS et les DPS dans le contexte

de décentralisation.

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi Mukwampa, qui a ouvert cet atelier reste convaincu que « les travaux avanceront rapidement pour la mise en place des services de l'inspection provinciale de la santé réformée afin de lui permettre de jouer son rôle de faire respecter les normes et directives pour l'amélioration des soins offerts à notre population ». Pour le Dr Félix Kabange Numbi, la réforme du secteur de la santé qui est en marche depuis plus de quatre ans est un long processus au cours duquel nous apprenons. Tout ne se passe pas selon la planification initiale. « Mais sachez que c'est avec détermination et assurance que nous la conduisons et je peux dire aujourd'hui que nous avons atteint, dans ce processus, un point de non-retour », a-t-il dit. Tout en accordant une attention particulière à cet atelier qui permettra de contribuer à la finalisation de la mise en œuvre de la réforme du niveau provinciale, le ministre de la Santé publique laisse entendre qu'au cours de cette réflexion, un accent particulier devra être mis sur la cohabitation pacifique entre els DPS et les IPS.

Aline Nzuzi

TOURNOI DE L'UNIFFAC À BRAZZAVILLE

La RDC pulvérise le Tchad à l'ouverture

C'est en trombe que les Léopards football de moins de 18 ans de la RDC ont débuté le tournoi de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac) organisée du 26 au 31 juillet à Brazzaville en République du Congo.



Éric Tshibusu et ses poulains dans les vestiaires

Pour son premier match, les Léopards juniors conduits par le sélectionneur Éric Tshibusu ont littéralement anéanti, le 26 au stade de la Révolution (Masa-mamba-Debat) de Brazzaville, les jeunes Tchadiens. Pour cette rencontre, le onze de départ du sélectionneur Éric Tshibusu a été constitué du gardien de but Nathan Mobaehua et dans des joueurs de champ Ideda Héritier, Wagan Dieudonné, Longomo Shadrack, Ebene Mardoché, Mawawu Ortinel, le capitaine Kadiwaku Michée, Kiso Rodrick, Ngalina Michée, Luzayano Andy et Kiso Thierry.

Sept joueurs ont débuté sur le banc, notamment Kapinga Chris, Shimuna Djanny, Kimvuidi Karim, Mutayiya Sadock, Bakasu Joseph, Nsingi Plamedi et Mulamba Victor.

Le sélectionneur tchadien Madjadom Tokomon a aligné Teina Ekiang dans les perches, Issa Mahamat, Exaucé Lubarrah, Souleyman Adoum, Nassir Mahamat, Ateib Bakar, Bechir Heri comme capitaine, Franck Djingueita, Nourradine Mbodou et Adoum Issa dans le champ.

Dominateurs à outrance au cours de cette partie, les poulains d'Éric Tshibusu ont passé quatre buts à zéro à leurs adversaires du jour dès la première période. Michée Ngalina et Thierry Kiso ont signé chacun un doublé. Trois autres buts ont été inscrits en seconde période, et le Tchad a sauvé son honneur avec une réduction du score. Sept buts à un, c'est le score sans appel de cette rencontre outrageusement dominée par les Léopards juniors de la RDC qui effectuent une entame plus que révue dans ce tournoi de l'Uniffac.

M.E.

MUSIQUE

Koffi Olomide interpellé par le parquet

La star congolaise de la chanson a été convoquée, dans la matinée du 26 juillet, en exécution d'un mandat du procureur général de la République qui tenait à l'interroger au sujet de l'épisode de l'aéroport de Nairobi.

Le désormais de ce qu'on peut appeler l'affaire Koffi-Pamela vient de prendre une autre tournure. La star RD-congolaise a été conduite le 26 juillet au Parquet général de la République où devrait être entendu au sujet du coup de pied qu'il avait administré à sa danseuse à l'aéroport Jomo Kenyatta à Nairobi le 22 juillet alors qu'il était attendu, lui et son groupe, pour une série de productions. Cette interpellation de la justice congolaise fait suite à une procédure judiciaire enclenchée contre le patron de Quartier Latin par la police kenyenne via la commission nationale pour l'équité de qui était venue l'injonction de le verbaliser et, ensuite, de l'expulser.

C'est dès six heures du matin qu'une poignée de policiers mandatés par le procureur de Grande instance de la Gombe ont fait irruption à son domicile de Mont

Fleury, un des quartiers huppés de Kinshasa. D'après le général Célestin Kanyama cité par l'AFP, l'incriminé devrait être entendu par un magistrat et que le motif de son interpellation devrait lui être communiqué sur place. Le lien avec le scandale de Nairobi était vite établi même si, dans le chef de l'autorité policière, la langue de bois était de stricte observance. Décrivant lui-même la scène de son arrestation, Koffi dénonce la brutalité avec laquelle il a été arrêté, à la limite comme un malfrat sans tenir compte de son statut social. « Ils ont escaladé les murs de ma maison. Ma famille est terrorisée et on me traite comme un criminel », raconte le chanteur qui confie avoir ressenti la plus grande peur de sa vie.

L'artiste s'est retrouvé dans les locaux de l'unité de protection rapprochée des autorités policières avant d'être conduit devant le magistrat censé le verbaliser. Rien n'a filtré de cet entretien mais tout ce que l'on sait est que la Golden star ne va pas se tirer à bon compte dans cette affaire, la flagrance étant établi en fait



Koffi Olomide

comme en droit, comme l'a expliqué une source judiciaire. Toutefois, c'est au procureur à qui reviendra le dernier mot, soit d'instruire ou soit de ranger dans le placard cette nébuleuse qui défraie la chronique depuis quelques jours.

Alors qu'il était auditionné au parquet, le député Zacharie Bababaswe est sorti de ses gonds pour saisir le ministère de la Jus-

lice via une plainte. Il explique sa démarche par le besoin « de réhabiliter cette pauvre danseuse face à Koffi qui a des contacts dans l'appareil judiciaire et auprès des dirigeants [dans] le gouvernement congolais ». C'est dire que les excuses publiques présentées par Koffi Olomide sur différentes chaînes de télévision de la place n'ont pas produit l'effet escompté sur l'opinion moins

encore sur l'appareil judiciaire qui s'est mis en branle quarante-huit heures après son retour forcé à Kinshasa.

L'insolite dans cette affaire, c'est qu'à chaque étape, une vidéo amateur ou encore des photos prises par des inconnus et exposées sur le Net illustrent chaque mouvement de l'artiste comme dans un feuilleton télévisé.

Alain Diasso

INTERVIEW. CALEB DJAMANY

« Le problème de la radicalisation aujourd'hui est lié à un manque de repères des jeunes »

Caleb Djamany est le président de l'ASBL Soleil Levant, basée à Charleroi en Belgique. Cette structure organise plusieurs événements à caractère culturel et intergénérationnel contribuant au vivre ensemble. L'un des événements phares est le gala d'humour « Rions ensemble contre le racisme », dont la septième édition aura lieu le 20 septembre.

Les Dépêches de Brazzaville : Pourquoi avoir initié le festival « Rions ensemble contre le racisme » ?

Caleb Djamany : l'un des objectifs de notre ASBL est de lutter contre toute forme de discrimination. Plutôt que d'indexer ceux qui se livrent au racisme, nous avons préféré organiser des rencontres interculturelles qui sont des moyens pour favoriser le brassage des cultures. Ces moments de partage peuvent nous permettre de respecter les différences et de connaître l'autre. Le festival « Rire ensemble contre le racisme », qui existe en France depuis une quinzaine d'années, nous avait intéressé. Nous avons proposé aux organisateurs de pouvoir délocaliser ce festival et de lui apporter une touche belge, précisément wallonne, car le festival se déroule en français, même si nous recevons également des humoristes néerlandophones. Ils ont trouvé l'idée très intéressante. Nous avons donc donné une touche belge à « Rire ensemble contre le racisme » que nous avons nommé ici « Rions ensemble contre le racisme ». La première édition a été lancée en septembre 2012 et avait comme parrain Pascal Légitimus qui nous a apporté un grand soutien. Au-

jourd'hui, nous préparons la septième édition.

LDB : Quel bilan tirez-vous des six premières éditions ?

CD : Le public continue à nous faire confiance et les gens continuent à venir aux événements. On nous sollicite pour organiser des spectacles dans d'autres villes. Au mois de mars dernier, nous étions invités à Bruxelles. Nous étions également invités en septembre 2013 à Louvain-la-Neuve. C'est un bilan encourageant car cela démontre qu'il existe des personnes qui croient en notre démarche, la respecte et nous encourage. Cela nous permet également de créer des synergies avec d'autres structures et de grandir. Ce genre de rencontres constituent également une opportunité pour les artistes d'aborder largement la question du racisme, chose qu'ils ne peuvent toujours pas faire dans leurs œuvres, au risque de tomber dans une sorte de clichés. Cela permet également de créer une synergie entre les artistes. Ainsi, Pascal Légitimus a rencontré Richard Ruben pour la première fois en 2012 à notre spectacle. En 2015, il a co-crit un nouveau spectacle pour Richard Ruben, avec lequel ce dernier tourne aujourd'hui aussi bien en Belgique qu'en France.

LDB : Quel est l'impact du festival ?

CD : Chaque événement que nous organisons s'accompagne toujours d'une démarche pédagogique qui donne une plus-value à l'événement. Et « Rions ensemble contre le racisme » ne fait pas exception à la règle. Il faut combattre le racisme et la discrimination. L'un des moyens de le faire est d'approcher un public victime de racisme et discriminé avec des solutions pour faire face au racisme. Ainsi, chaque événement que nous organisons est accompagné d'une conférence pédagogique destinée aux écoles principalement. Le travail que nous devons faire est important pour les jeunes. Pendant ces conférences pédagogiques, les débats sont animés par des personnalités issues de l'immigration, comme cela a été le cas avec Youssoupha par exemple, sur notre thème récurrent qui est « Quel est mon regard face au racisme et à la discrimination ? ». Ces personnalités partagent ainsi leur expérience avec les jeunes. Le problème de la radicalisation aujourd'hui est lié à un manque de repères des jeunes. Leurs parents et eux-mêmes sont victimes de racisme et sont discriminés. En Belgique, ils sont considérés comme étrangers et, dans leur pays d'origine, ils sont considérés comme des Belges. Il fallait donc trouver un cadre pour permettre à ces jeunes de discuter avec des personnalités issues de l'immigra-



tion qui ont été confrontées à la discrimination mais qui ont trouvé le moyen de s'en sortir.

LDB : Quels sont les projets de l'ASBL Soleil levant ?

CD : Nous souhaitons créer des ponts de solidarité entre le Nord et le Sud. Nous travaillons sur un projet avec le Bénin en vue de rencontrer des humoristes béninois qui pourraient collaborer avec des humoristes belges sur des spectacles écrits ensemble. Ils pourraient ainsi partager leurs expériences. Nous avons été au Bénin l'année dernière et ils étaient très intéressés par le projet. Cela nous permet également d'avoir une représentation à l'extérieur de la Belgique. Au Bénin,

la démarche ne sera pas relative à la lutte contre le racisme mais plutôt au brassage des cultures.

LDB : Et au Congo, où nous avons notamment le festival Toseka ?

CD : J'ai beaucoup de respect et d'admiration pour les organisateurs de ce festival car je sais que les choses ne sont pas toujours faciles. J'ai vu qu'ils ont reçu Rachid Badouri l'année dernière. J'apprécie d'autant plus que certains artistes, comme Kody, que nous avons produits à nos événements ont également presté au festival Toseka. Ils ne nous ont dit que du bien de ces organisateurs.

Patrick Ndungidi

CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE HANDBALL

Patronage gagne dans la douleur, Asoc fait sa première victime

La phase retour du championnat départemental de handball a démarré le week-end dernier au stade Enrico Mattei à Pointe-Noire. En seniors messieurs, Patronage a battu l'AS Cheminots, 27-26, alors que l'Association sportive océan (ASOC) s'est imposée pour la première fois en cette catégorie face à Munisport, 29-22.

La Ligue départementale de handball de Pointe-Noire a lancé, le 23 juillet, la phase retour du championnat départemental. Le vainqueur de la phase aller en catégorie juniors hommes, Asoc, a été sans pitié face à CTAHB qu'il a éclaboussé sur le score sans appel de 40-23. Asoc se maintient à la tête du championnat juniors avec 8 points devant l'AS Cheminots.

En seniors dames, le champion de la mi-saison, Patronage a défait Atlantique, 32-25. Chez les seniors hommes, ASOC, engagé pour la troisième saison en seniors et dernière équipe de la phase aller a surpris Munisport, l'ancien champion départemental sur le score de 29-22, soit 7 buts d'écart. Un résultat très satisfaisant pour le gérant du club Victor Maténé, malgré les mauvaises conditions de travail. « Je suis très fier de cette victoire. Munisport est certes notre première victime mais pas la dernière. Nous avons des ambitions à long terme et, petit à petit, on commence à sortir la tête de l'eau », s'est réjoui l'entraîneur.

Un journaliste giflé pendant son travail

Outre la rencontre, qui a opposé Asoc à Munisport comptant pour la phase retour du championnat, Patronage s'est imposé dans la douleur face à l'AS Cheminots, 27-26. Cette rencontre s'est malheureusement achevée sous une



Une phase de jeu entre les deux équipes «Adiac»'

tension de certains supporters de l'AS Cheminots qui n'ont pas pu digérer la défaite de leur équipe. L'AS Cheminots et Patronage ont livré un jeu de haut niveau apprécié par le public et le président de la Ligue, Yvon Gnali Gomez, qui a promis conserver la flamme allumée par l'organisation des tournois internes. L'AS Cheminots a mené la première manche, 14-11. À la reprise, les cheminots baissent la garde et donnent l'avantage à Patronage

qui est parvenu à rétablir l'équilibre à 15 buts partout. Dix minutes plus tard, l'équipe se ressaisit et reprend l'avantage mais après deux descentes perdues, les Cheminots se font rattraper à 24 buts partout. Patronage étant moralement préparé conserve le ballon et gère l'avantage d'un but juqu' à la fin pour un score final de 27-26.

Choqué par cette défaite, puisque les deux équipes avaient fait un match à égalité, 27 buts partout à

l'aller, un supporter de l'AS Cheminots qui s'appelle Dodo s'est approché du banc de touche, il est passé entre le journaliste de Télé Congo Pointe-Noire, Amédé Massengo, qui réalisait l'interview avec l'entraîneur de l'AS Cheminots et a donné une paire de gifles au journaliste alors que ce dernier faisait son travail. La situation a été très vite calmée par le président de la Ligue et ses membres.

Cette situation doit interpellier les

organisateur des compétitions sur la sécurité des installations sportives et les hummains pendant les grandes compétitions. Aussi les meneurs de troubles doivent être sanctionnés pour permettre à tous de tirer les leçons. Soulignons que la suite du championnat prévoit deux matches le 28 juillet. Anha Sport affrontera l'AS Cheminots et Asoc recevra Patronage en seniors messieurs.

Charlem Léa Legnoki

ÉNERGIE SOLAIRE

Trois structures publiques du village Les Saras désormais éclairées

La remise officielle des installations d'éclairage à l'aide des panneaux solaires du CSI, de l'école primaire et du marché des Saras dans le district de Mvouti (Kouilou) à 102 km de Pointe-Noire a eu lieu, le 21 juillet, dans cette localité en présence des autorités locales, d'Amédée Kiloemba, le député de la circonscription et des bénéficiaires.

Le projet humanitaire et socioéducatif a commencé; il y a deux ans, quand l'association pour la formation, l'insertion, le conseil et l'accompagnement des actions de développement en Afrique (Aficada) que dirige Jean-Kernaïse Mavoungou avait sollicitée la Fondation EDF en vue de l'installation des panneaux solaires aux Saras pour électrifier les structures socioéducatives publiques longtemps plongées dans le noir.

Après la validation du projet, la délégation de la fondation EDF

conduite par Roland Erembert, ingénieur projet du Programme intervention humanitaire Fondation Groupe EDF s'est rendue aux Saras pour son exécution. Ainsi, du 13 au 21 juillet, les travaux ont été réalisés par l'équipe d'EDF qui a bénéficié du concours des jeunes du village, très enthousiastes et dévoués à participer à sa réalisation.

En moins de dix jours, l'électrification de l'école, l'éclairage du marché et de la voie qui relie le marché au Centre de santé intégré (CSI) ont été faits à la grande satisfaction de la fondation et surtout des bénéficiaires. « Aux Saras, nous avons construit une station autonome de 3 kilowatts produits par des panneaux solaires. Les batteries utilisées fonctionnent sans entretien et peuvent tenir une dizaine d'années. Quant aux panneaux, ils peuvent durer 15 à 20 ans. L'onduleur est garanti pour 25 ans », a dit Ro-

land Arembert. Et d'ajouter : « La Fondation EDF dans son programme intervient à l'étranger pour aider les associations et ONG. Son but est d'améliorer le quotidien des populations. C'est ce que nous avons fait aux Saras. En effet, il n'est pas normal qu'au CSI, on soigne encore à la bougie la nuit. Nous, EDF, nous apportons notre compétence, notre savoir faire pour accompagner les populations et former les jeunes. On a trouvé ici des jeunes très dynamiques à qui il ne manque que l'encadrement. Nous avons formé des personnes ressources pour que ces dernières fassent fonctionner l'installation après notre départ. Elles ont toutes les compétences requises pour le faire ».

Des autorités locales, aux populations en passant par les bénéficiaires, tous ont loué l'initiative et promis de prendre soin des instal-

lations en assurant leur protection, leur sécurisation et leur entretien par le biais du comité de gestion mis en place. « En dotant votre village de ces équipements technologiques de dernière génération, nous voulons encourager la population en général et les jeunes en particulier à prendre en mains leur destin en s'impliquant à la réalisation des projets de développement dans le village grâce au dynamisme et l'enthousiasme des jeunes rencontrés lors de notre séjour », a dit Jean-Kernaïse Mavoungou.

Pour Amédée Kiloemba, député de Mvouti, « le système d'éclairage public par les panneaux solaires photovoltaïques permettra de prolonger le temps disponible pour les activités génératrices de revenus en particulier pour les femmes qui vont accomplir les activités utiles à la communauté d'une part et pour

les enfants qui vont continuer à étudier la nuit, les patients qui seront traités la nuit dans des conditions acceptables d'autre part ». Et de renchérir : « Cette première action n'est que le début d'une aventure dans l'intensification de notre collaboration avec nos partenaires de la fondation EDF car notre ambition est d'ouvrir de nouveaux horizons, dans les jours à venir; en envisageant de diversifier des projets à même de nous permettre de bénéficier au maximum des retombées de ces innovations. Nous proposerons, par exemple, la construction et l'installation de bornes de recharge solaires pour les téléphones portables, pourquoi pas la possibilité d'installer des kits solaires chez les habitants ou la diffusion des dispositifs solaires pour des meilleures pratiques de cuisson », a-t-il conclu.

Hervé Brice Mampouya

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1 :

AC Léopards de Dolisie se rapproche de son troisième titre

Le rêve des Fauves du Niari commence à prendre forme. L'Athlétic club Léopards de Dolisie a remporté le choc au sommet de la 26e journée qui l'opposait au Club athlétique renaissance aiglon (Cara) 1-0, le 24 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat. Il file vers sa troisième consécration, après celle de 2012 et 2013.

Cara-Léopards, c'était le match à la limite piège qu'attendait les Fauves du Niari. Mais ils s'en sortent bien, grâce à un but de Winstone Kalengo à la 45e minute+1. C'est logique. Car avant que les deux équipes ne montent sur l'aire de jeu, les statistiques plaidaient déjà en faveur des hommes de Rémy Ayayos Ikounga. Depuis que ce colonel a pris les rênes du club dolisien, les Aiglons ne se sont jamais imposés face à l'AC Léopards de Dolisie.

La mission qui consistait à mettre un terme à cette suprématie a une fois de plus glissée le dimanche. Le Cara a une fois de plus courbé l'échine face aux coéquipiers de Boris Moubhio, lesquels ont peut-être eu la vie sauve grâce à une balle de match gâchée, au tout début du match, par Ebengo Liema. Mis en alerte par Gedeon Ingo-li, l'avant-centre de Cara qui se présentait seul devant le gardien de l'AC Léopards a mis de la puissance sur sa frappe qui s'envole dans les airs à la 2e minute. Après lui, Yannick Mbemba, l'un des attaquants le plus



Winstone Kalengo en contact avec Beranger Itoua (Adiac)

percutants de Cara n'a pas fait les bons choix lorsqu'il se présentait dans la position qui l'affectionnait.

Les Fauves du Niari ont musclé leur jeu dans les minutes qui suivaient puis ils commençaient eux aussi à être plus dangereux. Winstone Kalengo est passé à côté d'une ouverture du score à la 31e minute. Sa frappe un peu envolée n'inquiète pas Chansel Massa. Mais celle du temps additionnel de la première mi-temps (45+1), a scellé le sort du match. L'attaquant zambien des Fauves du Niari était près d'un doublé à la 56e

minute. Seul de tout marquage, Kalengo n'a pas réussi à redresser le centre de Harris Tchilimbou. Boukanga qui a remplacé Ebengo n'a pas su profiter du mauvais renvoi de la défense de l'AC Léopards pour rétablir l'équilibre à la 88e minute. Grâce à cette victoire, les Léopards de Dolisie ont fait le pas le plus important vers la consécration. Avec 63 points en 25 matches disputés, les Léopards sont assurés de maintenir leur écart considérable sur leurs poursuivants.

Cara vise les deux autres

places qualificatives à la coupe d'Afrique

« Pour nous l'essentiel est de consolider notre place au niveau du classement. Cela nous permet de nous concentrer sur la coupe du Congo. Notre objectif c'est de prendre les coupes mises en jeu par la Fédération congolaise de football. Il faut gagner nos poursuivants pour creuser l'écart pour que nous ayons le temps de nous concentrer sur cette coupe », a commenté Sefu Guillaume, le coach de l'AC Léopards.

Avec 48 points en 25 matches, Cara ne perd pas l'espoir de fi-

gurer parmi les trois premiers du championnat. « L'adversaire était plus fort. Il a marqué un but puis il a gagné. C'est le football on ne peut qu'accepter notre défaite avec beaucoup de faire-play. Le championnat est encore long. Nous avons joué six matches et on a gagné cinq et perdu un seul. On va continuer sur cette lancée pour que nous puissions nous retrouver parmi les trois premiers qui vont jouer la Coupe d'Afrique », a déclaré Raoul Mutufula, le coach de Cara. Dans les autres matches de la journée, la Jeunesse sportive de Poto-Poto a été accroché par l'Association sportive Ponténégrine 0-0. La JSP prend provisoirement la deuxième place avec 55 points pendant que l'ASP améliorerait son compteur à 30 points. Saint-Michel de Ouenzé a tenu en échec l'AS Cheminots à Pointe-Noire, un but partout. Les Cheminots comptent désormais 31 points, alors que les Michaeliens en compte 27. La Mancha a atteint les 35 points, en écrasant Munisport 4-0. Patronage Sainte-Anne a totalisé 30 points grâce à sa victoire à Pointe-Noire 2-0 sur V Club Mokanda. Les Jeunes Fauves ont signé leur première victoire de la phase retour en dominant Nico-Nicoyé 2-0. Ils comptent désormais 28 points. Le match qui devrait opposer l'Etoile du Congo au FC Kondzo a été reporté.

James Golden Eloué

CHALLENGE ISSA HAYATOU U-17

Le Congo et le Cameroun se neutralisent



Le Congo et le Cameroun se partagent les points (Adiac)

Les Diables rouges du Congo et les Lionceaux du Cameroun ont luté à arme égale, un but partout, le 26 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat en seconde rencontre du challenge Issa Hayatou des moins de 17 ans, organisé par l'Union des Fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac)

Menés au score dès la 28e minute sur une frappe de Stephen Ewangue qui passe entre les jambes du gardien congolais Danich Oboua, les Diables rouges ont rétabli l'équilibre sur un penalty transformé à la 60e minute par Bercy Langa consécutif à une faute du gardien camerounais Hamako Michel sur Craïche Mebeza dans la surface de réparation. Juste après l'égalisation, les Diables rouges ont été sérieusement ballotés. Le gardien congolais a dû s'employer deux reprises, notamment sur la frappe de Moïse Sakava et sur une autre dans les ultimes minutes pour garder les Diables rouges en vie.

En ouverture de la compétition organisée par l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale, les Léopards de la République démocratique du Congo ont laminé le Tchad 7-1. Michée Kadiwaku a signé un triplé pendant que Kiso Tshierry et Karim Kimvuidi ont trouvé le chemin des filets à deux reprises. L'unique but tchadien a été inscrit sur penalty par Abakar Ali. Le tournoi dédié à Issa Hayatou, le président de la Confédération africaine de football, se poursuivra ce mercredi. Au menu : Congo-Gabon et Cameroun-Tchad.

James Golden Eloué

MEDIAS

La Chine diversifie sa coopération avec le monde

Réunis à Beijing, capitale de la République populaire de Chine, plus de 200 responsables des médias venus de 70 pays du monde prennent part au Forum de coopération des médias sur la "Ceinture de la soie", un rencontre annuelle visant à promouvoir la coopération médiatique à l'heure des nouveaux médias.

Initiative du président chinois Xi Jinping lancée en 2014, ce forum, le troisième du genre organisé par le Quotidien du peuple, offre aux médias venus des cinq continents du monde, la possibilité de discuter, d'échanger et d'envisager la construction d'un nouveau mode de coopération basée sur l'amitié et la cohésion entre les peuples ce, à travers la presse vue comme une vitrine et vecteur de promotion des valeurs de paix, de coopération et de cohésion sociale. « La ceinture de la soie est une conception grandiose de notre amitié et de notre coopération basée sur les principes de l'universalité et du gagnant-gagnant », a précisé à l'ouverture des travaux le vice-président du quotidien du peuple, Wang Chen.

Rencontre d'échange et de partage sur les nouvelles perspectives de coopération entre la Chine et les médias du monde, notamment ceux du continent africain, fortement représentés, ce forum témoigne de la volonté du peuple chinois et de ses dirigeants de surmonter les barrières linguistiques par la promotion d'un développement pacifique.

Moment de partage certes, le forum a témoigné, de par l'organisation et les objectifs visés, la capacité de la Chine à s'imposer parmi les grandes nations capables d'inverser la tendance et d'écrire une nouvelle page de l'histoire dans divers domaines d'activités, tout en tenant compte des intérêts de tous.

En effet, disposant aujourd'hui d'atouts indéniables, la Chine se veut, dans une certaine mesure la locomotive qui promeut les innovations dans le domaine des nouvelles technologies en vue d'une meilleure intégration et adaptation des médias traditionnels au contexte des nouveaux médias, lesquels constituent une exigence de l'heure.

« La presse doit faire des efforts pour s'adapter à la vitesse des réseaux sociaux afin de s'offrir un vaste champ et conforter sa place au sein des sociétés modernes », a pour sa part déclaré le président du quotidien du peuple, Yang Zenwu.

Etendre son influence au-delà des frontières Rayonner et étendre son modèle au-delà de ses frontières est l'objectif que vise la Chine à travers cette initiative à laquelle adhère, à tous égards plusieurs Etats du monde : en témoigne le nombre d'accords déjà signés avec différentes agences et médias de différents horizons.

Ainsi, après les 30 pays signataires d'accords de partage des ressources et de réalisme lors des deux premières éditions, la troisième édition a favorisé la signature de cinq nouveaux accords, lancer tout à la fois une plate-forme de coopération entre le Quotidien du peuple et les experts étrangers de cinq pays dont ceux du continent africain, et la nouvelle coalition de coopération des nouveaux médias avec 15 agences du monde.

« À travers ces accords, les différentes parties s'engagent à marcher main dans la main vers un avenir radieux », a déclaré l'un des responsables du Quotidien du peuple.

De notre envoyé à Pékin, Guy-Gervais Kitina